



**ÉDUCATION FORMATION
RECHERCHE PUBLIQUES
LIMOUSIN**

**Déclaration liminaire du
Sgen-CFDT Limousin
CSAA du lundi 23 mars
2026**

Madame la Rectrice, mesdames et messieurs les membres du CSA académique,

Nous nous réunissons aujourd'hui pour discuter sur l'évolution des postes enseignants dans le second degré et sur le plan de requalification de la filière administrative.

Cette année encore, nous faisons face à une large vague de suppressions de postes dans nos EPLE : 55 postes. C'est trop, ce ne sont pas les 28 créations qui suffiront pour améliorer les conditions de travail du personnel. Les classes sont trop chargées et demandent de plus en plus d'investissement pédagogique. Le nombre de collègues qui ont un complément de service augmente. De plus, 17 collègues subissent une mesure de carte scolaire, c'est un vrai plan social. La discipline lettres modernes est très touchée par ces fermetures d'ETP, la technologie, matière en quasi-totale disparition, les collèges subissent les différentes réformes engagées par nos Ministres successifs. La création des groupes de besoins, la suppression des groupes de besoins, de ce fait malheureusement la politique RH suit : plus de professeurs de lettres, moins de professeurs de lettres. Pourquoi ne pas envisager de garder nos professeurs ? Afin d'avoir des classes avec un effectif plus petit pour améliorer les conditions d'apprentissages de nos élèves et en même temps favoriser la qualité de vie au travail. Six collèges perdent deux postes de professeurs et l'établissement le plus touché par cette vague massive de suppressions est le lycée Edmond Perrier à Tulle qui perd quatre postes dans quatre matières différentes : triste palmarès !

Passons au 2ème point à l'ordre du jour : les requalifications de postes pour la filière administrative. Même si nous nous réjouissons que des postes soient requalifiés, nous regrettons que ces requalifications n'aillent pas de pair avec la promotion du personnel détenant le poste. De plus nous déplorons la baisse du contingent de promotions pour l'année 2026 dans notre académie.

Entre la situation mondiale actuelle, la réforme du congé maladie ordinaire, le gel du point d'indice, la disparition de la GIPA : l'immense majorité des personnels de l'Education Nationale voit son pouvoir d'achat diminuer de jour en jour. La Fonction Publique française accentue son retard dans la rémunération, la formation continue, les dispositifs de reconversion, la prise en compte du handicap. Or il est beaucoup plus facile de supprimer des postes que de les recréer : la ressource humaine ne fonctionne pas comme l'eau du robinet. Lorsque le recrutement deviendra nécessaire et urgent, les candidat·es se seront détourné·es de nos métiers par manque de perspectives financières et professionnelles. Qui prendra le relais ?